



APPELER LE 111

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

6 juillet 2020

EDUCATION/ COVID-19 :

LE GOUVERNEMENT FIXE LES DATES DES EXAMENS NATIONAUX

Lomé, 6 juil. (ATOP) - Le Premier ministre Komi Selom Klassou a dévoilé, le vendredi 03 juillet au siège du gouvernement à Lomé, les dates des différents examens nationaux. C'était au cours d'une rencontre avec les professionnels des médias, en présence des membres du gouvernement et ceux du comité de lutte contre la pandémie.



Des journalistes suivant...



... l'intervention du Premier ministre (3è de la droite)

Selon le chef du gouvernement, le CAP de l'enseignement technique se tiendra du 14 au 24 juillet 2020 et le CEPD du 4 au 6 août 2020. « Les écoles techniques et pratiques seront soumis au BAC 1 du 4 au 14 août, tandis que les épreuves écrites auront lieu du 18 au 21 août », a poursuivi Dr Klassou. Il a ajouté que le BEPC se déroulera du 1^{er} au 5 septembre; le BAC 2 en technique et pratique du 24 août au 11 septembre et la partie écrite du 14 au 18 septembre.

En ce concerne le BTS, le chef du gouvernement a indiqué que les candidats seront convoqués pour les épreuves pratiques et orales du 07 au 16 septembre précisant que toutefois, ces examens se tiendront dans le strict respect des mesures barrières avec un accent particulier sur la distanciation sociale, ce qui nécessite, selon lui, un plus grand nombre de salles d'examen. « Conscient de la situation, le président de la République a pris les dispositions nécessaires », a laissé entendre Dr Klassou.

Le Premier ministre a déclaré que les épreuves sportives sont suspendues pour tous les examens, dans le but de mieux contrecarrer la pandémie et que la rentrée scolaire 2020-2021 est fixée au 26 octobre 2020. « Mais le gouvernement tiendra toutefois compte de l'évolution de la lutte contre la pandémie pour modifier ou non cette rentrée », a-t-il ajouté. « Des solutions sont en train d'être trouvées pour le BT et les classes de passage », a rassuré le Premier ministre.

ATOP/JV/AR

ECHOS DE LA CAPITALE

COVID 19 :

DES ANCIENS ELEVES DU LYCEE DE HEDZRANAWOE OFFRE DU MATERIEL DE PROTECTION A L'ETABLISSEMENT

Lomé, 6 juil. (ATOP) – L'Association des Anciens Elèves du Lycée de Hédzranawoé pour le Développement (2AELH-D) a offert, le lundi 6 juillet, du matériel sanitaire et de protection à leur ancien établissement.



L'étape de la sensibilisation dans une salle de classe.



Le proviseur reçoit le don des mains de M. Awala (à droite)

Le don est composé de deux dispositifs double de lavage de mains, 100 litres de savon liquide et plus de 300 bavettes estimés à 300 mille francs CFA. Le geste vise à accompagner les efforts du gouvernement et des responsables de leur ancien établissement dans la lutte contre le COVID - 19.

En remettant le matériel au proviseur, le président de 2AELH-D, Awala Ayaovi Yves a affirmé que c'est un devoir pour les membres de l'association de montrer leur solidarité envers leurs cadets en ce moment difficile de la pandémie de la Covid 19. Il a insisté sur le respect des mesures barrières aussi bien à l'école qu'à la maison pour se mettre à l'abri du virus.

Le président a également encouragé les élèves surtout ceux en classes d'examens à ne pas relâcher mettant en avant les efforts du gouvernement pour préserver l'année scolaire. M. Awala a, d'autre part, invité les élèves à l'esprit d'initiative et de créativité devant les conduire à l'entrepreneuriat expliquant que la fonction publique n'est plus une solution en matière d'emploi.

Le proviseur du lycée, Agbadzi Kodzo Agbessi, le président de l'association des parents d'élèves, Misseboukpo Edoh Koffi et l'ancienne directrice du CEG de Hédzranawoé, devenu lycée plus tard, Mme Sossou Amémavor Améyo ont remercié les responsables de l'association pour le geste de compassion. Pour le proviseur, cette action vient à point nommé où l'établissement doit satisfaire les besoins de ses 2500 élèves dont plus de 1000 en classes d'examen. Il a promis de faire bon usage du matériel pour l'atteinte des objectifs et dit espérer que la démarche des anciens du lycée suscite d'autres actions. Le proviseur a également exhorté les élèves à bien travailler pour encourager leurs aînés.

Que ce soit au début ou à la fin de la cérémonie de remise du don, les membres de l'association ont confié l'établissement, les enseignants et les élèves au seigneur par l'entremise du Père Tokou Komi Florentin également ancien élève. Celui-ci a demandé à Dieu de protéger tous les acteurs de l'école et de les préserver de la pandémie de la Covid 19.

ATOP/TF/TGB

ASSAINISSEMENT :

L'ASSOCIATION AJAPE ENTRETIENT DES CANIVEAUX A NYEKONAKPOE

Lomé, 6 juil. (ATOP) – Les membres de l'Association des jeunes actifs pour la protection de l'environnement (AJAPE-Togo) ont nettoyé les caniveaux de la rue des Euphorbes du quartier Nyékonakpoè, le dimanche 5 juillet à Lomé.



Le président de l'AJAPE livre ses impressions



Les membres de l'association en opération de curage

Munis de râpeaux, pelles, brouettes, gants et seaux, les membres de cette association ont entretenu les égouts de cette rue et de ses alentours, située non loin des églises des Assemblées de Dieu de Nyékonakpoè. Cette opération se situe dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'inondation constaté dans ce quartier à chaque saison pluvieuse.

Cette action vise, selon les organisateurs, à curer les caniveaux jonchés de sable ou de la boue afin de canaliser l'eau de ruissellement vers la lagune en cette période de pluie en vue d'éviter les inondations dans le quartier. Il s'agit également et surtout de permettre une évacuation facile de l'eau et des déchets liquides.

Le président de l'AJAPE, Apétogbo Komi a fait savoir que son association œuvre pour le bien-être des populations et l'amélioration de leur cadre de vie en brisant le cycle de transmission des maladies hydriques. Il a invité les riverains à éviter de jeter des ordures et de faire leur besoin naturel dans les caniveaux. « *Les déchets, ce qui inclut les excréta d'origine humaine et animale, les*

déchets résiduels ou encore les eaux usées, peuvent causer des ennuis de santé majeurs et bloquer l'écoulement de l'eau », a-t-il souligné. M. Apétogbo a ajouté que leur action entend faciliter le drainage libre de l'eau et appelé les populations notamment les riverains à adopter des comportements civique et citoyen pour un environnement meilleur.

M. Kouwonou Kossi Dodji, l'un des responsables de l'AJAPE a, quant à lui, dénoncé les actes inciviques de certains riverains qui compliquent leurs travaux et demandé à la population d'arrêter ces actes qui n'honorent pas le quartier. Pour lui, au lieu que ces caniveaux servent de voies de canalisation des eaux usées et de pluies, des riverains en font plutôt des poubelles. Il a exhorté les autorités et toute bonne volonté à les soutenir afin de sensibiliser les populations à bannir de leurs comportements ces actes inciviques. « *Nous sommes en train d'évoluer. Il faut que la population accompagne ces efforts par des actes qui apportent plus de résultats. Cela suppose qu'elles doivent cesser de transformer les caniveaux qui sont devant leur maison en dépotoirs sauvages et arrêter systématiquement de raccorder directement les toilettes dans les caniveaux* », a-t-il affirmé.

L'Association des jeunes actifs pour la protection de l'environnement (AJAPE-Togo) mène des activités d'entretien des égouts depuis le 17 avril dans le quartier. ATOP/DHK/OAF

NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH :

LE RAFAD SENSIBILISE LA POPULATION DE LA KARA SUR LA COVID 19



Une membre de RAFAD (à droite) procède à la remise symbolique du matériel de protection

Awaté Alimata, représentant le préfet de la Kozah.

A l'issue de cette cérémonie de lancement, 300 bavettes, 3 dispositifs de lave-mains et 100 litres de savon liquide ont été remis aux responsables communaux de la préfecture de la Kozah.

La campagne de sensibilisation, une composante du projet « *Droit à la vie, lutte contre la propagation de la COVID-19 dans la région de la Kara au Togo* » est financée par « *Urgent Action Fund Africa* » (UAF-Afrique). Elle a pour but d'amener durant deux mois d'exécution, la population de la région à prendre conscience du mal afin de respecter les mesures de prévention.

Kara, 6 juil. (ATOP) – Une campagne de sensibilisation sur la prévention de la pandémie à coronavirus à l'endroit des populations des sept préfectures de la région de la Kara, notamment, Kozah, Dankpen, Bassar, Binah, Kéran, Doufelgou et Assoli, se déroulent du 03 au 10 juillet

La cérémonie de lancement de cette campagne, couplée de remise du matériel de protection, à l'actif de la coordination du Réseau des Femmes en Action pour le Développement (RAFAD), s'est tenue au siège de ladite Association à Kara. C'était en présence des acteurs impliqués, au - devant desquels, la conseillère de la commune Kozah 1, Mme

A travers cette activité, les organisateurs veulent instruire la population de la région, surtout féminine à adopter des comportements responsables en cas d'infection. Il s'agit d'équiper les organisations membres de RAFAD en outils de protection (les gants, le gel hydro alcoolique et les masques) en vue de mieux respecter les gestes barrières.

Pour parvenir à mieux véhiculer le message, les initiateurs du projet entendent procéder par des séances de sensibilisation de proximité en petits groupes dans les communautés. Il s'agira d'apporter l'information dans les principales en langues locales au niveau de chaque préfecture et aussi utiliser des affiches de spots publicitaires sur la pandémie, ses modes de contaminations et sur comment se prendre pour l'éviter, qui seront également traduites en ces langues locales. Les femmes de la région seront ensuite exhortées au respect des gestes barrières, à savoir, le port obligatoire des cache-nez, le lavage systématique des mains à l'eau et au savon et l'observation de la distanciation sociale de 1 mètre.

La chargée de projet à RAFAD, Mme Kolani Naguin a indiqué que la mise en œuvre de ce projet est un appui aux efforts du gouvernement dans la lutte contre la pandémie de la COVID19. Selon elle, vu l'ampleur du phénomène, il s'avère nécessaire que la population, surtout les femmes soient informées de l'existence réelle de la maladie à coronavirus et ses corollaires au Togo.

Mme Awaté Alimata a salué cette action de l'ONG RAFAD qui vient soutenir les multiples efforts du gouvernement pour limiter la propagation du coronavirus au Togo. Elle a rassuré de l'utilisation rationnelle et efficace des kits donnés, en vue d'éviter la propagation de la pandémie dans la préfecture, voire dans la région toute entière. ATOP/BH/AAA

----- -----

L'ONG OSSARA e.V. DOTE L'ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE TCHANNADE D'UN BATIMENT FLAMBANT NEUF

Kara, 6 juil. (ATOP) - L'ONG OSSARA, une association de promotion de l'éducation, de la formation professionnelle, de la santé et de la diversité culturelle a construit un nouveau bâtiment scolaire, équipé de mobilier et d'un bloc sanitaire à l'Ecole primaire publique de Tchannadè, à l'ouest de la ville de Kara. Les clés ont été remises aux responsables de ladite école lors de la cérémonie d'inauguration organisée le vendredi 03 juillet.



Vue du bâtiment



Coupure du ruban symbolique

Cette manifestation a connu la présence des autorités administratives en charge de l'éducation dans la région de la Kara, du corps enseignant, des chefs de service, des membres de l'ONG OSSARA, ainsi que la population du canton Tchannadè.

Le joyau a été financé par la Famille Dreyer en Allemagne à travers « Reiner Meutsch Stiftung Fly and Help ». Il est composé de 4 salles de classe équipées de 150 table-bancs, de 12 chaises, de 12 tables de bureau et d'un bloc sanitaire de 4 cabines dont une avec une rampe pour les personnes en situation de handicap.

A travers cette réalisation, l'ONG OSSARA entend contribuer à la mise en œuvre de l'objectif 4 des ODD qui promeut l'éducation de qualité pour tous. Il s'agit d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, de motiver les enseignants dudit établissement pour qu'ils puissent donner le meilleur d'eux même en vue d'accroître le taux de réussite des élèves et surtout de contribuer au bien-être de la population de Tchannadè.

Pour le représentant de l'ONG OSSARA au Nord Togo, Gaétan Tagba, la réalisation de ce bâtiment fait partie des domaines d'interventions de l'ONG dont l'éducation occupe une place très importante. Il a rappelé que cet édifice fait suite aux doléances souscrites à l'ONG par les parents d'élèves de l'EPP Tchannadè qui, depuis longtemps ont éprouvé des difficultés dans l'entretien des appartâmes de fortune qui servaient de salles des classes à leurs enfants. Par ailleurs, il a salué l'engagement des parents, du corps enseignant et de tous ceux qui ont œuvré pour la réalisation de ce bâtiment. M. Tagba a invité la population bénéficiaire à l'entretien de ce joyau afin qu'il puisse profiter aux générations à venir.

Le chef division Enseignement et Vie scolaire à la direction régionale de l'Education Kara, Sigbezia Koumai a témoigné sa gratitude à l'ONG et ses partenaires qui à travers ce don viennent en appui aux efforts déployés, ces dernières années par le gouvernement togolais dans le système éducatif du primaire. Il a expliqué aux enseignants et apprenants que la seule manière de remercier l'ONG OSSARA, est d'augmenter le taux de réussite à la fin de chaque année scolaire. Créée depuis octobre 2017, l'ONG OSSARA est une association internationale composée d'une équipe multiculturelle et dont le siège se trouve à Hambourg en Allemagne. Elle est active dans le domaine de la coopération pour un développement durable à travers la promotion de l'éducation, la santé, la formation professionnelle et la diversité culturelle. ATOP/BH/TGB

« SANTE REPRODUCTIVE ET PLANIFICATION FAMILIALE » :

**L'ATBEF VULGARISE LES RESULTATS
DUDIT PROJET INNOVANT A KARA**

Kara, 6 juil. (ATOP) – Les résultats de la mise en œuvre du projet innovant d'engagement des hommes et jeunes garçons dans la santé reproductive et la planification familiale ont été présentés, le vendredi 03 juillet, à la communauté de Dongoyo et de Kara-Sud dans la préfecture de la Kozah.

C'était au cours de la tournée d'une délégation de l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF), conduite par son coordonnateur, M. Tchakpele Djeri, sur les sites d'exécution dudit projet. L'objectif est d'évaluer le travail accompli dans le cadre de la mise en œuvre du projet innovant initié par l'ATBEF et de présenter les résultats, après 3 ans d'exécution en vue de susciter l'adhésion des populations des zones touchées pour sa pérennisation.

A l'occasion, des certificats, badges et T-shirts ont été remis aux membres de l'école des maris ou hommes engagés, des clubs de jeunes garçons ainsi qu'aux leaders communautaires pour leur engagement dans la cause de la santé sexuelle et reproductive et dans la lutte pour la réduction des violences basées sur le genre.



*Un récipiendaire (à gauche), recevant le certificat
des mains du coordonnateur du projet*

Pour M. Tchakpele Djeri, ce projet s'inscrit dans le cadre du nouveau plan stratégique de l'ATBEF et son partenaire, la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF), avec la mise en place de nouvelles approches dans les interventions en matière de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) à Lomé et Kara. De ce fait, elle a opté pour une approche de promotion communautaire de la santé de reproduction centrée sur les hommes et des garçons et s'est engagée dans l'innovation avec l'élaboration et l'expérimentation de pratiques novatrices visant à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des populations mal desservies, a-t-il expliqué. L'orateur a indiqué que les membres de l'école des maris ou des hommes engagés et des clubs des jeunes garçons avaient pour mission de sensibiliser les communautés sur la promotion de la planification familiale, la réduction de la violence basée sur le genre et la promotion de la masculinité positive.

Au terme du projet, a souligné M. Tchakpele, les contributions ont amené le Togo à passer de 17% à 23% de taux de prévalence contraceptive, à la réduction significative de la violence dans les foyers dans les zones du projet. Il a un impact sur la masculinité positive, dit-il, avec l'engagement des hommes à aider leurs femmes dans les activités ménagères et leur engagement aux côtés de la mère et de l'enfant pour réduire le taux de mortalité maternelle et infantile.

Le chef du quartier de Dongoyo, Assali Tchaou a félicité l'ATBEF pour ce projet qui contribue à la réduction des violences basées sur le genre dans les communautés et à la participation des hommes aux côtés des femmes pour le bien-être familial. Il a invité tous les acteurs à œuvrer davantage pour la pérennisation des acquis de ce projet dans la ville de Kara.

ATOP/AEM/OAF



Vue d'ensemble des participants à la cérémonie

CINKASSE :

DES ANIMATEURS ENDOGENES EN AGRO ECOLOGIE ONT REÇU LEUR ATTESTATION DE FIN DE FORMATION



Le préfet à gauche remet l'attestation à une récipiendaire en présence du coordinateur de AREJ à droite

formation pratique et théorique en agro-écologie, financée par l'association « Terre et Humanisme » basé en France.

Cinkassé, 6 juil. (ATOP) – Vingt-cinq animateurs endogènes en agro écologie venus des cinq régions du Togo, tous responsables de fermes et de centres de formation dans leur milieu respectif ont reçu, le samedi 04 juillet à Cinkassé, leur attestation après un an de formation pratique et théorique en agro écologie. La cérémonie de remise des attestations a été présidée par le préfet de Cinkassé, le Commandant Yanani Tiékabe.

En effet le centre de formation de l'association « Action Réelle sur l'Environnement, l'Enfance et la Jeunesse (AREJ) » basé à Cinkassé, a organisé de mai 2019 à juillet 2020 à leur intention, une

La formation a été placée sous le thème : « Former pour transformer » et a permis aux bénéficiaires de renforcer leurs compétences afin d'accompagner les producteurs agro-sylvo-pastoraux vers une agriculture biologique adaptée aux changements climatiques.

Pendant la formation, les animateurs endogènes ont suivi des cours théoriques et pratiques sur « le rôle de l'animateur ; l'aménagement physique des sols ; le maraîchage ; la conservation et gestion des eaux et sols ; les cultures hivernales en agro écologie ». Ils ont été également instruits sur les techniques de l'agroforesterie ; les semences paysannes ; la santé naturelle des plantes ; l'élevage ; la fertilité des sols et sur la transformation des produits agro écologiques.

Le Commandant Yanani Tiékabe a remercié le coordinateur de l'AREJ pour les actions de la l'association dans la préfecture et pour cette formation des acteurs agricoles qui s'inscrit dans la logique du Plan National de Développement (PND) initié par le chef de l'Etat. Il a félicité les récipiendaires pour leur choix de faire carrière dans le domaine de l'agriculture et pour leur engagement dans l'agro écologie en vue d'une bonne préservation de l'environnement.

Pour le coordinateur des programmes de l'AREJ, Jacques Namtchougli cette formation a pour objet de régénérer les terres dégradées, de préserver les ressources naturelles pour les générations futures. Il a fait valoir qu'il s'agit de lutter contre les changements climatiques au Togo en vue d'améliorer l'alimentation pour une meilleure santé des familles.

Les bénéficiaires de la formation ont, par la voix de leur porte-parole, Mme Alassan Rahamatou, remercié le gouvernement pour sa lutte pour la recherche du bien-être de la population et son combat pour la promotion de la production écologique et biologique au Togo.

Le président du conseil d'administration, Pasteur Laré Nakpérgou avait souligné l'importance de cette formation. Il a invité les participants à faire valoir les connaissances acquises pour le bien être de leur communauté respective.

ATOP/BB/AAA

YOTO/COVID-19 :

REMISE DE KITS DE PROTECTION A NEUF ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE GBOTO

Tabligbo, 6 juil. (ATOP) - Le Centre de Développement des Enfants (CDE) TG 0812 "Beree" de l'Eglise Méthodiste de Gboto Assigamé dans la commune Yoto 3, a fait don de kits de protection à 9 établissements scolaires du canton de Gboto, le vendredi 3 juillet.

Le don est composé de 12 dispositifs de lavage de mains, 55 litres de savon liquide, 24 boîtes de gel hydro alcoolique, 12 boîtes de craie et de 200 bavettes de fabrication artisanale. Il est destiné aux Ecoles primaires publiques (EPP) groupe A et B de Gboto Assigamé, EPP Ayanou-Kondji, EPP Kossidamé, Ecole primaire méthodiste (EPM) Assigamé et Kossidamé, Ecole primaire catholique (EPC) Kossidamé, CEG Assigamé et Collège John Wesley d'Assigamé.

Cette action s'inscrit dans la contribution de l'église méthodiste de Gboto Assigamé à la lutte contre la propagation de la pandémie liée au coronavirus, une maladie qui n'épargne aucun pays dans le monde. Il s'agit également d'appuyer les efforts du gouvernement dans cette lutte.

La cérémonie de remise a été l'occasion pour le coordinateur de CDE TG0812, Ahonto Sitsope Ben de sensibiliser les différents acteurs de l'éducation sur les gestes barrières à savoir le lavage des mains à l'eau et au savon ou avec le gel hydro alcoolique, le respect de la distanciation sociale d'un mètre au moins, le port obligatoire des bavettes, l'éternuement dans le creux du coude,



Vue des bénéficiaires avec le don

l'arrêt des poignées de mains, des accolades et embrassades. Il a indiqué que ces kits permettront aux établissements bénéficiaires de lutter contre la pandémie.

Le président du CVD Gboto Assigamé, Atikle Akouetevi et le directeur du CEG de ladite localité, Djikounou Mensa ont de leur côté loué les efforts du CDE TG 0812 en cette période de la pandémie à coronavirus et invité d'autres bonnes volontés à emboîter les pas du CDE afin de vaincre cette maladie. ATOP/SAK/OAF

ASSOLI :

DEUX NOUVEAUX MANUELS DIDACTIQUES DE L'ECM, VULGARISES DANS LA PREFECTURE

Bafilo, 6 juil. (ATOP) - Des enseignants chargés de l'Education civique et morale (ECM) dans les établissements scolaires primaires et secondaires de la préfecture d'Assoli ont été formés, le vendredi 3 juillet à Bafilo, sur l'usage de deux nouveaux manuels didactiques de cette discipline.



Le préfet d'Assoli ouvrant les travaux (au milieu)



Vue partielle des participants

La rencontre est à l'actif du ministère de la Communication, des Sports, de l'Education à la Citoyenneté et au Civisme en collaboration avec les ministères en charge des Enseignements primaire et secondaire. Elle s'inscrit dans le cadre d'une tournée de vulgarisation des deux manuels didactiques de l'ECM et de formation des enseignants à leur usage. Un de ces deux manuels est destiné au préscolaire et au primaire et l'autre au secondaire.

Chacun des documents comprend deux parties : la méthodologie de l'enseignement et l'encrage notamment les activités pratiques à travers lesquelles l'enseignant amènera les élèves à mettre en pratique les cours reçus. Les travaux ont permis à la cinquantaine de participants de se familiariser avec ces manuels et de renforcer leurs capacités en vue de leur bon usage.

Le préfet d'Assoli, Ouro-Gouroungou Horoumila a salué cette initiative du gouvernement qui va permettre aux apprenants de s'approprier le rôle du citoyen et les vertus du civisme et de la citoyenneté. Il a exhorté les enseignants à l'appropriation du contenu des manuels pour une meilleure formation de la jeunesse en matière d'éducation civique et morale.

Le chef division conférences et séminaires à la direction de la Formation Civique, Tchakpala Olivier et le doyen de l'inspection générale de l'Education, Doumongue Djouma ont indiqué que la nouveauté de ces manuels va aider les enseignants à amener les apprenants à traduire de manière pratique ce qu'on les enseigne en théorie dans leur comportement. Ils les ont invités à faire leur, les enseignements contenus dans les ouvrages pour un meilleur transfert de connaissance aux élèves. Les travaux ont pris par la remise d'un document de l'ECM à chaque participant.

ATOP/ASA/OAF

AGOÈ-NYIVÉ :**RENCONTRE DES DÉTENUS LIBÉRÉS ET MIS EN QUARANTAINE AVEC LE COMITE LOCALE DE RIPOSTE A LA COVID-19**

Le président du comité (en veste) remettant le don à un ex-détenu

A l'occasion, le col Awaté les a exhortés à poursuivre le respect des mesures barrières prises par le gouvernement pour éviter la contamination à la COVID -19. Le préfet d'Agoé-Nyivé a rassuré ses interlocuteurs sur le fait que leur état de santé est une priorité et ils ne peuvent pas partir de là sans un test qui pourra confirmer leur état de santé. Il leur a exprimé sa solidarité avant de leur expliquer qu'ils sont gardés afin de pouvoir procéder à des tests pour bien s'assurer qu'ils sont négatifs à la maladie. Il leur a promis la libération au lendemain du troisième test et les a rassurés de transmettre leurs doléances à qui de droit.

Des kits de protection composés de moustiquaires, de produits pharmaceutiques et de bavettes leur ont été remis séance tenante.

ATOP/ASA/SAS

DECENTRALISATION :**L'UNIVERSITE DE KARA SIGNE UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES KOZAH II ET OTI II**

Kara, 6 juil. (ATOP) – Une signature de convention de partenariat est intervenue entre les communes Kozah II dans la région de la Kara et Oti II dans les Savanes et l'Université de Kara, le vendredi 3 juillet au sein de l'institution universitaire, en présence des autorités universitaires, des enseignants chercheur et des délégations des communes.

Les documents ont été paraphés côté université de Kara par son président, Prof. Komla Sanda et côté des communes par les maires de Kozah II et Oti II, respectivement Mmes Kabiya-Lem Kossiwa et Ladani Yentroulengue.

La signature de la présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du projet pilote « Décentralisation et localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) », financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), pour une durée de 5 mois. Ce



Le maire de Kozah 2 (1ère à droite), posant sa signature

projet vise l'amélioration de la participation de l'Université de Kara au développement des communautés à la base à travers la mise en œuvre de la politique de décentralisation du gouvernement. Les parties prenantes travailleront pour le succès de ce nouvel accord qui augure d'une collaboration à la fois dynamique et durable.

Selon le président de l'Université de Kara, Prof. Komla Sanda, cette signature de partenariat répond au positionnement de l'institution dans la mise en œuvre du processus de décentralisation décidé par le gouvernement dans un objectif d'encrage de l'université dans son environnement et de partenariat avec les communes du Togo. Dans ce cadre, dit-il, les étudiants de l'université de Kara seront impliqués dans des activités de recherches pour les stages de formation, d'insertion professionnelle et d'imprégnation.

Le Prof. Sanda a souligné que cet accord permettra aussi de baliser le chemin vers le développement des communes à travers l'élaboration de leurs plans de développement

et l'accompagnement régulier en matière de renforcement des capacités des agents communaux. « Plusieurs actions concrètes sont prévues dans les communes à travers ce partenariat notamment la mise en place d'une unité pilote d'extraction dans la commune Kozah II, l'installation d'une clinique vétérinaire mobile dans Oti II pour accompagner les éleveurs, ainsi que d'autres actions en matière d'assainissement, la gestion des ordures etc. », a-t-il précisé.

Les maires des communes Kozah II, Mme Kabiya-Lem Kossiwa et Oti II, Mme Ladani Yentroulengue ont, tour à tour, témoigné leur gratitude aux premiers responsables de l'Université de Kara pour leur engagement à contribuer au développement des communes sur tous les plans à travers cette collaboration. Elles ont remercié le gouvernement pour la mise en œuvre effective de la décentralisation afin de réduire un tant soit peu, la disparité entre les régions et d'améliorer les conditions et cadres de vie des populations. Les maires s'engagent au respect des clauses de cet accord en vue de participer pleinement à la réalisation des programmes de développement de leurs communes respectives. ATOP/AEM/OAF



*Echange de paraphe entre le président de l'UK (à droite)
et le maire de l'Oti 2 (à gauche)*

CAMPAGNE COTONNIERE 2020-2021 :

LA NSCT RENFORCE LES CAPACITES DES PRINCIP AUX ACTEURS DE LA MARITIME

Tsévié, 6 juil. (ATOP) – Un atelier de formation sur le suivi des itinéraires techniques du coton s'est tenue, le mercredi 1^{er} juillet à Tsévié, à l'intention des principaux acteurs de la région Maritime.

L'atelier est organisé par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT) en collaboration avec la Fédération Nationale des Groupements des Producteurs de Coton (FNGPC). Il se situe dans le cadre du lancement de la campagne cotonnière 2020-2021. L'objectif est de recycler les acteurs sur les techniques de production afin d'améliorer les rendements et d'accroître les revenus des producteurs de cotons.

La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par le président du conseil d'administration de la NSCT, Kossivi Ewovor en présence de son homologue de la FNGPC, Koussouwe Kourouféi et du directeur général de la NSCT, Nana Nanfamé.

M. Ewovor a, à l'occasion, remercié les cotonculteurs pour leur courage et dévouement qui ont permis de maintenir à l'état actuel la filière malgré les difficultés. Il a par ailleurs expliqué les

raisons qui ont poussé le gouvernement à faire appel à un partenaire étranger. Pour lui, cette décision a été prise dans le but d'accroître les rendements et de faire de la filière cotonnière un agropole. Le gouvernement s'allie, selon lui, à ce partenaire pour bénéficier de son expérience, de sa technicité et de son investissement. Il a alors rendu hommage au chef de l'Etat pour cette vision et pour son pragmatisme.



Entretien avec les producteurs de coton du village de Kpéyi.



La délégation de la NSCT

Le président du conseil d'administration de la FNGPC a quant à lui déclaré que l'action du gouvernement répond à la requête des producteurs de coton qui après des visites exploratoires réalisées dans les pays voisins comme la Côte d'Ivoire et le Tchad, ont souhaité l'arrivée de ce partenaire pour permettre de booster la filière. M. Koussouwe Kourouféi a remercié le chef de l'Etat et le gouvernement pour les efforts qu'ils consentent pour le développement de la filière cotonnière au Togo. En marge de cette formation, le président du conseil d'administration de la NSCT a effectué une visite de terrain à Kpéyi à environ 14 km au nord-ouest de Tsévié.

ATOP/TKS/SAS

NOUVELLES DE L'ETRANGER

CRISE AU MALI:

LES OPPOSANTS AU PRESIDENT IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA DURCISSENT LE TON

BAMAKO, (RFI) - Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, pour dénouer la crise politique qui secoue son pays, a rencontré ce dimanche à Bamako une délégation de l'opposition regroupée au sein du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques. S'il s'est félicité de cette rencontre, ses hôtes ont tenu immédiatement après une réunion pour marquer leur déception et même durcir le ton.

Après l'imam Mahmoud Dicko, samedi, le chef de l'État a reçu dimanche des représentants de la coalition du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques coalition, qui rassemble responsables religieux et personnalités de la société civile et du monde politique. Depuis juin, ce mouvement a fait descendre dans les rues de la capitale des dizaines de milliers de personnes opposées au pouvoir en place. Selon la présidence, ces concertations ont pour but de décrier la situation politique.

Et pour le président malien, la rencontre en soi est une victoire pour le Mali. Le communiqué officiel diffusé à l'issue de la réunion poursuit qu'au cours de l'entrevue, le chef de l'État a réitéré à ses hôtes sa volonté de les voir représenter au sein du futur gouvernement d'union nationale. Quid du mémorandum, que le Mouvement du 5 juin lui a adressé ? Il a invité ses interlocuteurs à engager à ce sujet des échanges avec la majorité présidentielle.

Nouvelle manifestation ce vendredi

Du côté des opposants la lecture de la rencontre est tout autre. Ils estiment que le président IBK a ignoré leurs demandes contenues dans le mémorandum, notamment la nomination d'un Premier ministre de pleins pouvoirs issu de leurs rangs pour redresser le pays. L'opposition durcit même le ton en exigeant à nouveau la démission du chef de l'État alors que cette revendication ne figurait plus dans leurs revendications et n'était plus présente dans le mémorandum.

Et comme si les responsables du Mouvement du 5 juin voulaient à nouveau montrer leurs muscles, ils annoncent une nouvelle manifestation ce vendredi. RFI

RDC:

LE LANCEUR D'ALERTE CLAUDE MIANZUILA DETENU A MBUJI-MAYI

RDC, (RFI) - Ce consultant dénonce depuis l'arrivée au pouvoir de Felix Tshisekedi, il y a plus d'un an, des malversations commises à la Miba, la Société minière de Bakwanga, qui exploite les diamants du Grand Kasai. Il se trouve dans un cachot de la police de cette localité du Kasai oriental.

Claude Mianzuila a pointé la disparition de dizaines de millions de dollars quand plusieurs des plus beaux diamants ont été remplacés par des pierres de moindre valeur. Des enquêtes ont été ouvertes, une partie de l'équipe dirigeante a été suspendue, mais le dossier semble stagner depuis.

Claude Mianzuila est accusé d'imputations dommageables par la femme du directeur financier de la Miba, récemment citée par la presse locale comme ayant cherché à faire disparaître des documents de l'ordinateur de son mari bloqué à Kinshasa. Selon plusieurs sources, elle accuse Claude Mianzuila d'être à l'origine de cette information et qu'elle serait mensongère.

Pour l'avocat de Claude Mianzuila, l'arrestation de son client est plus qu'un mauvais signe, il y a une volonté affichée de faire oublier les malversations commises.

« Il y a une main noire derrière toute cette affaire. C'est visible même à l'oeil nu. Le directeur financier en question n'a pas porté plainte mais c'est sa femme qui ose le faire, alors M. Mianzuila est pour ces hauts cadres de la Miba un homme qui montre leurs faiblesses et cela ne doit pas les arranger. Donc il y a de l'acharnement autour de M. Mianzuila du fait qu'il parle, qu'il alerte la population sur la soustraction frauduleuse de substances minérales appartenant à la Miba, explique l'avocat qui conclut que « le silence de Mianzuila » pourrait arranger certains. RFI

L'ALGERIE SE DIT PRETE A ACCUEILLIR UNE MEDIATION ENTRE LIBYENS

ALGER, (RFI) - Le président algérien a fait part de ses inquiétudes concernant la situation en Libye, qu'il a comparé à celle de la Syrie, lors d'une interview ce week-end sur France 24. Abdelmadjid Tebboune s'est dit prêt à accueillir une médiation, à laquelle affirme-t-il, de nombreux acteurs du conflit sont favorables.

Au micro de nos confrères de France 24, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a comparé la situation en Libye avec celle de la Syrie, avec de multiples interventions étrangères.

Selon lui, le risque c'est que les tribus libyennes prennent elles aussi les armes, faisant craindre une « somalisation » du pays. Et il met en garde : le pays pourrait devenir un « sanctuaire terroriste ».

L'Algérie est donc prête à accueillir une médiation entre Libyens, affirme-t-il, estimant que les efforts d'Angela Merkel ont échoué et que de nombreux acteurs du conflit y sont favorables. «

Allons, a lancé Abdelmadjid Tebboune, vers la solution définitive, qui consiste à consulter la population à travers son organisation tribale ou autre ; organisons des élections par le biais d'institutions transitoires s'il le faut. Le gouvernement actuel en est une, mais il est dépassé. Donc il faut reprendre ça mais de manière beaucoup plus large, pour toute la Libye. Et aller vers des institutions, une Assemblée nationale qui élira un président et deux vice-présidents en tenant compte des équilibres régionaux en Libye. »

Une base aérienne visée par raids

Dimanche, le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli a dénoncé des raids aériens menés samedi soir contre sa base d'al-Watiya par des avions de combat étrangers. Forts d'un soutien militaire turc, le gouvernement de Fayez el-Sarraj a enregistré de nombreux succès ces derniers mois, reprenant l'ensemble du nord-ouest libyen jusqu'alors aux mains du général Khalifa Haftar, soutenu entre autres par la Russie. RFI

AFRIQUE DE L'OUEST:

LES FEMMES SUREXPOSEES AU CORONAVIRUS

DAKAR, (RFI) - Des activistes pour la défense des droits des femmes et l'ONG Équilibres et populations (Equipop) publient ce lundi dans sept pays africains une tribune féministe intitulée « Droits et santé des femmes à l'épreuve du Covid-19 ». Une initiative qui vise à interpeler les décideurs politiques sur la condition des femmes qui, selon eux, sont surexposées au virus. RFI a joint Ndeye Marième Ly Diagne, responsable des programmes d'Equipop au Sénégal.

RFI : Cela fait 25 ans cette année que la 4e conférence mondiale sur les femmes s'est tenue en Chine avec une centaine de chefs d'État du monde entier. Des engagements ont été pris pour supprimer les obstacles systémiques qui empêchent une avancée dans les droits des femmes. Quelque chose a-t-il changé ?

Ndeye Marième Ly Diagne : Pas grand-chose n'a changé en 25 ans, bien que nous voyons maintenant que les femmes ont accès à des positions plus importantes dans la sphère politique et sociale. Mais on se rend compte qu'aujourd'hui c'est toujours le statu quo pour les droits des femmes. Pour la majorité, elles sont reléguées au second plan et la parité n'est pas respectée, surtout dans la sphère socio-professionnelle.

Qu'est-ce qui fait encore obstacle aujourd'hui à l'avancement des femmes dans les pays africains ?

La société, la culture, les perceptions. Aujourd'hui, on se retrouve dans une société où la vision de la position de la femme n'a pas changé. Les femmes sont toujours reléguées au deuxième plan. La plupart du temps, par exemple au niveau politique, on leur donnera des fonctions de ministre de la Femme, de l'Enfant ou de la Santé. Au niveau du gouvernement ou au niveau professionnel, elles occupent rarement des positions importantes où elles jouent un rôle de décision. Cela est dû au fait que les femmes sont toujours pensées comme étant des personnes qui doivent rester à la maison et s'occuper de la famille, ou bien vue les hormones – ce qu'on a eu à entendre – elles n'arrivent pas à gérer ou à être de bons managers, bien qu'il a été prouvé plus d'une fois que les femmes font une meilleure gestion que les hommes.

Dans la tribune qui est parue ce lundi dans la presse, vous dites que la crise sanitaire a des conséquences disproportionnées sur les femmes et les filles. Comment ces conséquences se traduisent-elles sur la vie des femmes ?

Cette crise n'a fait que dévoiler la réalité de ce que les femmes vivent. Nous nous sommes rendu compte pendant cette crise et à travers l'enquête qui a été faite avec les associations activistes que les femmes sont surexposées au virus.

Mais pourquoi les femmes sont les plus exposées au Covid-19 ?

Elles sont plus exposées parce que c'est elles qui sont dehors, c'est elles qui s'occupent des malades, particulièrement les sages-femmes, les infirmières, donc toutes ces personnes qui ont en

tout cas le premier contact avec le malade, des femmes qui ont cette dualité des charges aussi bien au niveau des hôpitaux qu'à la maison. Dans la plupart des cas, elles sont non seulement exposées, mais elles n'ont même pas les moyens de se protéger contre cette pandémie.

Vous dites même dans la tribune que 70% des personnels de santé et des travailleurs sociaux sont des femmes dans les pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal) où vous avez mené votre enquête. Est-ce qu'une tribune suffit pour faire avancer les choses ?

Une tribune ne sera forcément pas suffisante pour faire avancer les choses, mais ce que cette tribune peut faire, c'est éveiller les consciences des décideurs, des chefs d'État, des bailleurs de fonds, de la société sur la condition de la femme. La tribune ne va pas aujourd'hui régler tous les problèmes, mais en tout cas cette tribune permettra de mettre à plat ce que les femmes vivent dans leur quotidien, que la société puisse voir à quel point la condition de la femme doit être améliorée parce que c'est le moteur de toute façon. RFI

SPORTS

CORONAVIRUS:

LA COLERE DU CHAMPION ALGERIEN TAOUFIK MAKHLOUFI, BLOQUE EN AFRIQUE DU SUD

ALGER, (RFI) - Depuis quatre mois, Taoufik Makhloufi est coincé à Johannesburg, en Afrique du Sud, à cause de la pandémie de coronavirus. Le champion olympique d'athlétisme a fait part de son amertume sur les réseaux sociaux. Il se sent abandonné par l'État algérien, qui se défend.

L'été 2020 devait être placé sous le signe des grands événements sportifs (Copa America, Euro, habituels tournois du Grand Chelem de tennis, Grands Tours...). En ce début de mois de juillet, la plupart des meilleurs sportifs du monde devraient peaufiner leur préparation pour les Jeux olympiques de Tokyo. Mais la pandémie de coronavirus a frappé le monde en début d'année, et la plupart des rendez-vous majeurs ont été reportés ou annulés.

Taoufik Makhloufi, lui, subit durement les conséquences de la crise sanitaire mondiale. Mi-mars, l'Algérien arrivait à Johannesburg, en Afrique du Sud, dans le cadre de son entraînement pour les JO 2020. Quatre mois plus tard, il est toujours là-bas, coincé par la pandémie, sans solution pour regagner l'Algérie.

« Je suis peu considéré, même en tant que champion olympique »

Comme beaucoup de touristes ou d'expatriés un peu partout dans le monde, Taoufik Makhloufi s'est retrouvé bloqué dans un pays étranger qui venait de décréter le confinement et de fermer ses frontières (le 27 mars dans le cas de l'Afrique du Sud). Le coureur de fond, actif sur les réseaux sociaux, a fini par laisser exploser sa colère le 4 juillet.

« Presque quatre mois que je suis en Afrique du Sud (Johannesburg). Il n'y a pas eu d'évacuation, pas même un geste de la part de l'État algérien pour que je puisse rentrer au pays. Cela démontre que je suis peu considéré, même en tant que champion olympique qui a défendu et honoré le drapeau algérien », a-t-il écrit sur Facebook. Ce n'est pas la première fois que le coureur émet des critiques acerbes sur les instances nationales du sport.

Triple médaillé olympique (or sur 1 500m aux JO de Londres en 2012, argent sur 800m et 1 500m aux JO de Rio en 2016), Taoufik Makhloufi avait déjà fait part de son amertume ces dernières semaines. Le 17 juin, il écrivait que cela faisait « trois mois (94 jours exactement) » qu'il était bloqué en Afrique du Sud et qu'il attendait une date pour revenir en Algérie. Et, avec un brin d'ironie, l'athlète a posté le 28 juin une carte de l'Afrique avec un trajet GPS à pieds entre Johannesburg et Alger, long de 9 851 kilomètres. « C'est ça, la solution », commentait-il face à cette hypothétique longue traversée qui lui prendrait... 83 jours et 16 heures sans s'arrêter.

Le ministère assure qu'il fait tout pour aider les athlètes coincés à l'étranger

Taoufik Makhloufi n'est pas le seul sportif algérien à vivre une situation délicate à l'étranger en raison de la pandémie de coronavirus. Plusieurs footballeurs ont dû faire face au même calvaire, notamment en Arabie saoudite. Raïs M'Bolhi, le gardien des Fennecs et du club d'Ettifaq, a par exemple été bloqué entre mars et début mai.

Faute de solution apportée par l'Algérie, le joueur a pu quitter l'Arabie saoudite grâce à un vol affrété par la France, pays où réside sa famille.

Alerté par la situation de Taoufik Makhloufi, Sid Ali Khaldi, le ministre algérien de la Jeunesse et des Sports a assuré, sur Facebook, suivre « de près » cette affaire et être « en contact permanent » avec le coureur. « Le ministère de la Jeunesse et des Sports n'a pas lésiné sur les moyens pour lui assurer une prise en charge totale à Johannesburg, de même que d'autres athlètes qui se trouvent bloqué à Nairobi (Kenya) et les nageurs qui sont à Montréal (Canada). En dépit de la situation difficile et de la fermeture de la majorité des aéroports à travers le monde en raison de la crise sanitaire, nous ferons tout pour rapatrier nos sportifs le plus tôt possible », a-t-il écrit.

Âgé de 32 ans, Taoufik Makhloufi, sacré vice-champion du monde sur 1 500m à Doha (Qatar) le 6 octobre 2019 derrière le Kényan Timothy Cheruiyot, est le sportif algérien le plus titré aux Jeux olympiques avec ses trois médailles. Il en briguera au moins une de plus lors des JO 2020 de Tokyo, qui étaient prévus du 24 juillet au 9 août 2020 et qui ont été repoussés d'un an, du 23 juillet au 8 août 2021.

RFI

MERCATO :

POURQUOI LE PSG VA PASSER SON TOUR POUR NDOMBELE

PARIS, (MAXIFOOT) - En quête d'un milieu de terrain, le Paris Saint-Germain ne devrait pas passer à l'action pour Tanguy Ndombele. En effet, Leonardo, contrairement à Thomas Tuchel, n'est pas intéressé par le Français de Tottenham et souhaite faire all-in sur Sergej Milinkovic-Savic (Lazio).

Les dossiers du latéral gauche et de l'avant-centre résolus, le Paris Saint-Germain va s'attaquer à un de ses dossiers prioritaires, à savoir l'entrejeu. Toujours en quête d'un joueur alliant puissance et technique pour son milieu, le club de la capitale multiplie les pistes. Et visiblement, celle menant à Tanguy Ndombele (23 ans) ne devrait pas être explorée plus en profondeur.

Tuchel veut Ndombele, pas Leonardo

En effet, L'Equipe révèle que le triple champion de France en titre ne bougera pas ses pions pour le milieu français, dont l'avenir à Tottenham s'est largement assombri ces dernières semaines en raison de sa relation très fraîche avec José Mourinho. Alors que l'ancien Lyonnais est intéressé par un retour dans l'Hexagone, dans sa région natale, mais surtout, est très apprécié de Thomas Tuchel, qui ne serait clairement pas contre son arrivée pour renforcer son effectif, c'est bien Leonardo qui refuse de se pencher sur ce dossier également ouvert par le FC Barcelone.

Milinkovic-Savic, la priorité absolue

Et pour cause, le directeur sportif parisien n'a qu'un joueur en tête : Sergej Milinkovic-Savic (25 ans). Priorité absolue depuis son retour au club, le Serbe reste ouvert à un départ de la Lazio, malgré la récente prolongation de son contrat jusqu'en juin 2024. La Gazzetta dello Sport explique que Leonardo, qui a déjà rencontré les agents du joueur ces derniers mois, s'apprête à passer la vitesse supérieure dans les prochains jours afin de ne pas se faire griller la politesse par Chelsea ou encore le Real Madrid. Pour cela, il faudra tout de même débloquer les 80 millions d'euros réclamés par le club italien. Le prix à payer pour attirer un milieu capable de tout faire.

MAXIFOOT

Copyright, ATOP. Tous droits réservés

